

Communiqué de presse

Au Kazakhstan, le véritable changement ne viendra pas du remplacement d'un système de koufr par un autre, mais du retour à la charia d'Allah

(Traduit)

Le 1er juillet 2026, l'agence de presse Kazinform a annoncé que la nouvelle Constitution, approuvée lors d'un référendum national organisé au Kazakhstan le 15 mars 2026, était entrée en vigueur. Cette nouvelle constitution est décrite comme une véritable constitution populaire. Le communiqué précise également que le président Kassym-Jomart Tokayev a personnellement participé à la rédaction du texte, ce qui lui confère une légitimité particulière et renforce ses liens étroits avec la population. L'agence a en outre indiqué que, pour la première fois dans l'histoire du Kazakhstan, la constitution du pays avait été adoptée par référendum national, avec 87,15 % de la population votant en sa faveur. Le journal poursuivait : « La caractéristique la plus marquante de la nouvelle Constitution est son approche centrée sur l'humain. Elle accorde la priorité aux droits et aux intérêts des citoyens, considère les principes de justice et de confiance comme sacrés et offre de nouvelles perspectives pour le développement équitable du Kazakhstan. La Constitution forme la base du système juridique du pays, définit les principes de la structure de l'État, garantit les droits et libertés des citoyens et fixe les priorités pour le développement stratégique à long terme du pays. La nouvelle Constitution introduit des réformes fondamentales dans le système de gouvernement existant. Le texte se compose d'un préambule, de 11 chapitres et de 104 articles. »

Que ce soit sous la dictature de Nazarbayev, qui est resté au pouvoir pendant trente ans, de 1989 jusqu'à sa démission en mars 2019, ou sous l'administration actuelle du président Kassym-Jomart Tokayev, ces deux régimes ont systématiquement dirigé le pays de manière à éloigner sa population musulmane de sa foi islamique et de ses pratiques religieuses, et à dilapider les immenses richesses du pays en les cédant à des puissances étrangères, principalement la Russie, tandis que la population est privée même de ses besoins les plus élémentaires. En conséquence, des manifestations ont éclaté au sein de la population musulmane du Kazakhstan le 2 janvier 2022, à la suite du doublement des prix du gaz de pétrole liquéfié (GPL). Le Kazakhstan est riche en manganèse, en fer, en chrome, en charbon et en gaz naturel, et surtout en pétrole et en uranium.

Bien que ces manifestations puissent sembler être une réaction au doublement des prix du gaz naturel, elles constituaient en réalité une contestation contre l'élite au pouvoir, qui fait abstraction des valeurs islamiques du peuple kazakh musulman et le prive des bénéfices de la richesse de son pays. Alors que les manifestations s'étendaient à l'ensemble du pays, Kassym-Jomart Tokayev a sollicité l'intervention de la Russie au Kazakhstan, au nom de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), afin de les réprimer. En effet, à la suite de cette intervention, Tokayev a qualifié les manifestations populaires d'actes de violence (terrorisme), invoquant l'arrestation d'environ 10 000 personnes, le rétablissement de la stabilité, la maîtrise de la situation, la neutralisation des foyers de menace « terroriste » et la sécurisation d'installations stratégiques particulièrement importantes, notamment des dépôts d'armes et de munitions ! Tokayev a même exprimé sa gratitude envers le président russe Vladimir Poutine pour son intervention. Cette prise de position montre clairement qui a rédigé la Constitution au Kazakhstan et qui a pillé les immenses ressources du pays. Aujourd'hui, Tokayev a décidé de modifier la Constitution afin d'éviter un nouveau soulèvement populaire et de légitimer son régime aux yeux de la population. La preuve en est le référendum sur la Constitution, lors duquel 87,15 % de la population a voté en faveur de celle-ci.

En bref, il est grand temps que la population musulmane du Kazakhstan prenne conscience que Tokayev cherche à nous tromper avec des slogans ronflants inscrits dans la Constitution, tels que « placer l'humanité au centre », « protéger les droits et les intérêts du peuple », « défendre les principes de justice et de sécurité », « ouvrir de nouveaux horizons pour le développement équitable du Kazakhstan », « garantir les droits et libertés du peuple » et « définir les priorités stratégiques à long terme du pays en matière de développement ». Tout cela vise à légitimer le système laïc de koufr (mécraence) et à faciliter le pillage des ressources du pays ainsi que leur cession aux mécréants colonialistes, avec le consentement du peuple musulman. Ne vous laissez jamais tromper par ces paroles empoisonnées déguisées en miel. Le véritable salut face aux systèmes laïques de mécréance réside dans le retour à votre Aqida (credo) islamique, aux

règles de la charia qui en découlent, et à l'État islamique qui mettra en œuvre le système islamique révélé par Allah le Tout-Puissant : le Khilafah Rashidah (Califat bien guidé) selon la méthode prophétique. Ce n'est qu'alors que vous atteindrez l'honneur et le bonheur en ce monde, ainsi que la réussite et le salut dans l'au-delà..

**Le bureau central des médias
du Hizb ut-Tahrir**

